

L'APARTHEID ASSIÉGÉ:

La réaction du Canada. Par Dan O'Meara



Vers la fin de 1985, le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Joe Clark a déclaré que le gouvernement du Canada

s'était donné comme objectif de prendre des mesures concrètes pour favoriser l'élimination pacifique de l'apartheid en Afrique du Sud.

■ Le gouvernement Mulroney s'est dressé contre l'Afrique du Sud plus résolument que n'importe lequel de ses prédécesseurs. M. Clark a mis en oeuvre des sanctions limitées en septembre dernier et à deux reprises il a averti Pretoria que le Canada n'hésiterait pas à appliquer des sanctions totales à moins que les autorités sud-africaines commencent véritablement à démanteler l'apartheid; M. Clark a même envisagé la situation où le Canada n'aurait d'autre recours que de rompre toute relation avec l'Afrique du Sud. Et le Premier ministre a répété ces deux avertissements dans sa déclaration devant l'Assemblée générale des Nations-Unies.

Notre pays a joué un rôle clef dans la création du "Groupe des personnalités" du Commonwealth, lequel a été chargé d'encourager la démocratisation en Afrique du Sud. On a reporté l'adoption d'autres mesures politiques jusqu'à ce que le Groupe ait déposé son rapport. Comme ce dernier sera sûrement négatif, le Canada se sentira pressé d'appuyer ses propos par des mesures concrètes et plus fermes.

Il est en effet permis de s'attendre à des mesures plus sévères. Cependant, pour que la politique canadienne produise des résultats tangibles, il faut la fonder sur une *stratégie* à trois grands volets:

- comprendre la dynamique politique propre à l'Afrique du Sud;
- se soucier de savoir comment l'ensemble des efforts politiques canadiens pourrait cadrer avec une

stratégie internationale plus large contre l'apartheid; et

- discerner les genres d'intervention qui affaibliront le plus le régime d'apartheid tout en renforçant ses victimes tant en Afrique du Sud qu'en Afrique australe.

La dynamique politique

Tout programme de réformes que le gouvernement sud-africain pourrait envisager devrait viser à rassurer cinq groupes politiques très différents: la population noire, l'extrême-droite, les forces de sécurité, le monde des affaires, et la collectivité internationale. Mais aucun de ces groupes n'est monolithique; chacun regroupe des éléments politiques aux points de vue très divergents, mais joue un rôle clef dans la crise actuelle.

Fait fort important, le gouvernement aurait besoin de se gagner des appuis actifs suffisants au sein de la population noire pour mettre fin à la révolte urbaine. Cependant, la colère (et l'attrait du pouvoir si proche) est telle dans la collectivité noire que même les dirigeants noirs modérés ne pourraient rien accepter de moins que le suffrage universel et le démantèlement total et rapide de l'apartheid.

À l'autre limite du spectre politique, il y a les extrémistes de droite qui bénéficient, estime-t-on, de l'appui d'un tiers de la population blanche. Ils se sont armés pour combattre ce qu'ils appellent "la trahison dont l'homme blanc est victime". Les plus forts d'entre eux ont formé des groupes locaux de

"vigilante" et de milice pour patrouiller les secteurs blancs.

Le gouvernement devrait aussi convaincre les forces de sécurité que les réformes envisagées ne réduiraient en rien leur pouvoir. C'est là une question complexe. Il existe de profondes divisions politiques dans l'armée, et c'est là une réalité que les généraux mentionnent publiquement depuis 1981. Les chefs de la police et de l'armée constituent déjà la force la plus importante dans les rouages clefs du processus décisionnel, et leur pouvoir grandit toujours. D'un autre côté, les niveaux inférieurs et intermédiaires de la police appuient fortement l'extrême-droite, et il en est de même des militaires de carrière des forces armées sud-africaines. Il faut donc s'attendre à ce que les divers éléments des forces de sécurité affichent une intransigeance radicale.

Inquiets face à la radicalisation profonde de la politique noire, les entreprises sud-africaines et les investisseurs étrangers aspirent désespérément à une solution – n'importe laquelle – qui rétablira la stabilité. Bien qu'ayant profité pendant longtemps d'une main-d'oeuvre bon marché et bénéficié d'une alliance confortable avec P. W. Botha de 1979 à 1984, les dirigeants d'entreprise insistent de plus en plus sur la nécessité d'opérer des changements. Cependant, le monde des affaires s'oppose toujours carrément à l'idée du suffrage universel dans un État unitaire. Les propositions fédéralistes qu'il préconise correspondent, aux yeux des groupes politiques noirs, à une tentative pour garantir la domination des blancs par le biais d'un remaniement constitutionnel. De plus, les milieux d'affaires ont fait beaucoup de bruit et exercé de nombreuses pressions, mais ils se sont bien peu servi de leur véritable pouvoir économique contre le gouvernement.

Et nous en venons ainsi à la collectivité internationale. C'est le groupe le plus indéfini de tous, car on y retrouve des ONG, des églises

et des syndicats, mais aussi des gouvernements occidentaux. La structure très particulière de l'économie sud-africaine la rend très sensible aux pressions internationales. Le pays n'a pas la capacité de mettre au point ou de produire les technologies, les équipements et les biens manufacturés sans lesquels son industrie n'existerait tout simplement pas. Tout cela est importé; or, comme tout autre pays du tiers-monde, l'Afrique du Sud paie avec des exportations de minerais et de produits agricoles et aussi avec des investissements étrangers et des prêts lui ayant été consentis. Les sanctions économiques de plus en plus sévères limitent considérablement la capacité du régime de financer l'appareil complexe qu'est l'apartheid. En mars 1986, l'ancien président de la gigantesque entreprise *Anglo-American Corporation* déclarait que des mesures de désinvestissement appliquées par suite de l'action d'éléments non gouvernementaux avaient déjà nui à l'économie sud-africaine. Les sanctions auxquelles la collectivité internationale songe constituent une grave menace pour le régime.

Le gouvernement du président Botha est incapable de satisfaire aux attentes de ces cinq groupes, en particulier à celles des deux premiers dont l'importance est cruciale. En fait, il est douteux qu'un gouvernement blanc puisse commencer à démanteler l'apartheid sans provoquer une révolte armée de la part de l'extrême-droite, voire un coup d'État ourdi par les forces de sécurité. Comme il a épuisé ses options politiques, le régime commence à s'effriter dans une mesure dont les pays occidentaux ne reconnaissent pas encore toute l'ampleur.

L'Afrique du Sud vit aujourd'hui un de ces rares moments dans l'histoire où l'ordre établi commence finalement à s'écrouler, mais où